

jeudi 29 avril 2021

1er mai : journée de lutte !



Le Premier Mai, n'est pas "la fête du travail", mais en théorie une journée de lutte, de revendications. Une journée internationaliste commune à l'ensemble des travailleurs et travailleuses du monde.

Le Premier Mai n'est pas non plus la journée du muguet, un symbole "marial", en référence à Marie : les fleurs blanches symbolisant la pureté et l'innocence de "la mère de Jésus" ; un symbole royal :

Charles IX semble-t-il qui aurait lancé la mode ; et même un symbole sexiste : il offre cette fleur "aux dames de sa cour".

Cette fleur qu'est le muguet, est un symbole bien éloigné de la lutte pour l'Égalité et plutôt un symbole de conciliation, de flatterie et de concorde et de connivence entre les dominant·e·s et celles et ceux qui doivent travailler pour vivre (et parfois survivre, y compris dans les Fonctions publiques).

La fleur symbole du prolétariat en lutte n'était d'ailleurs pas cette fleur jolie et extrêmement toxique qu'est le muguet mais l'Églantine. Selon les mythologies ouvrières, ce rosier sauvage plutôt rosé, parfois appelé le "*rosier des chiens*" ou "*gratte-culs*" fut choisi en mémoire du sang ouvrier versé.

De la fin XIXe à la Seconde Guerre mondiale, le Premier Mai était un jour de grève, de lutte, d'affirmation que rien n'est possible sans celles et ceux qui produisent les richesses sociales.

C'est un jour qui devait être piquant, sauvage même en tout cas pas domestiqué comme il l'est depuis.

Le Premier mai n'est donc pas non plus la fête de la concorde nationale et corporatiste chère aux pétainistes quand fut décrété ce jour férié en 1941.

Alors, même si les beaux-jours sont là, qu'il est tentant de faire un petit tour ou une petite rencontre entre copains et copines, de voir les ami·es ; de faire une "*grassemat*", il est toujours important de se rassembler, de se (re)voir autre-part qu'au travail ! De dire et montrer le mécontentement, de porter haut et fort les revendications. D'affirmer que le monde ne tourne pas rond.

Alors, pour redonner tout son sens au 1^{er} mai, soyons nombreux et nombreuses dans la rue à Angers, Cholet Saumur ou Segré samedi prochain !

En cette période de pandémie, n'oubliez pas de venir avec votre masque !

Vous trouverez sur notre site :

- l'appel départemental de Solidaires, de la CGT, de la FSU et de FO et les lieux de rendez-vous ([lien](#)).

- Il est tout à fait possible de venir à la manifestation si vous résidez à plus de 10 kilomètres. N'oubliez pas de remplir l'attestation ([lien](#)). Les manifestations sont déclarées auprès de la préfecture.

Encore une rentrée marquée par les mensonges de Blanquer et l'impréparation



Vaccination

Le gouvernement annonce l'ouverture de "créneaux dédiés" pour certaines catégories professionnelles, comme les personnels de plus de 55 ans. En réalité, les personnels de plus de 55 ans n'ont accès qu'à un seul centre de vaccination à Angers, 3 après-midis par semaine. Tant pis pour celles et ceux qui habitent loin d'Angers ou qui travaillent les jeudi et vendredi après-midi...

SUD éducation revendique l'ouverture de la vaccination à tous les personnels volontaires indépendamment du critère d'âge et l'accès à des centres de vaccination proches de leur domicile.

Masque

La date de la rentrée n'est pas une surprise pourtant, les personnels du premier degré qui ont repris en présentiel n'ont toujours pas reçu de nouveaux masques qui ne rétrécissent pas au lavage !

Autotests

Le gouvernement claironne distribuer des autotests pour les personnels et les élèves de plus de 15 ans. Pourtant aucun autotest n'a été livré dans les écoles pour la reprise du 26 avril. Ils vont arriver peut-être en fin de semaine... En revanche, rien sur l'accompagnement dans leur utilisation et chaque école devra se débrouiller pour aller récupérer ses cartons d'autotests.

Remplacement

Depuis la rentrée du 26 avril, malgré l'annonce du renforcement des moyens de remplacement, le protocole sanitaire proscrivant tout brassage, des enfants se sont vus « suspendus d'accueil dans les écoles ». En clair, le manque de remplaçant·e conduit à fermer des classes sans aucune mesure d'accompagnement pour les parents d'élèves qui doivent trouver une solution de garde en urgence. Notons que les enfants d'enseignant·es sont choyés puisque l'éducation nationale refuse que les enseignant·es gardent leur enfant chez eux·elles et donc ils se retrouvent répartis dans une autre classe.

Dans le cas où des élèves dont l'enseignant·e n'est pas remplacé·e seraient présents à l'école, SUD éducation 49 conseille qu'un·e enseignant·e reste sur la cour avec sa classe et les élèves de la classe non remplacée, d'en informer l'IEN de circonscription, de déposer une fiche RSST pour expliquer la situation.

Examens terminaux

Pour plus d'équité, pas d'examen : BTS, BAC et DNB pour toutes et tous

Les mesures annoncées par le ministre Blanquer sont hors sol et donc inapplicables. Les inégalités de scolarisation depuis la rentrée des vacances de la Toussaint sont flagrantes. Le fonctionnement des lycées a été laissé libre aux chef·fes d'établissement. Certaines classes ont fonctionné en demie-jauge et d'autres non, notamment dans le privé qui a souvent privilégié son propre intérêt contre l'intérêt général. Le présentiel a été favorisé pour les classes à examen mais parfois non. Le grand oral serait maintenu alors que le temps de préparation en présentiel a été réduit de moitié ?!

Des régions ont été affectées davantage par l'épidémie que d'autres, provoquant ainsi

des absences de professeur-es dont le remplacement n'a pas été anticipé. Le phénomène s'est accéléré avec la fermeture de la classe dès le 1er cas positif.

A la rentrée de lundi, certains collèges seront eux aussi en demi-jauge.

Et que dire des conditions d'apprentissage à la maison qui dépendent des connexions et du matériel informatique à disposition des élèves. Quid de l'impréparation de l'éducation nationale en matière de numérique.

Comment dans ces conditions imaginer organiser des épreuves nationales égalitaires pour chaque élèves de collèges, de lycées, de lycées professionnels.

Pourtant, Blanquer selon ses habitudes nie les faits et annonce que les examens auront bien lieu avec là encore des petits aménagements qui ne feront que renforcer les inégalités.

Dernier exemple en date, le 28 avril, les épreuves de sciences en collège ont été tirées au sort pour le DNB. Ce sera les SVT et les Sciences Physiques sans aucun aménagement. Tout semble se passer comme si la crise sanitaire n'avait pas modifié la donne.

SUD éducation 49 dénonce cet aveuglement et cette mise en place de diplômes inégalitaires.

Nous revendiquons :

- l'annulation de toutes les épreuves terminales, avec l'obtention directe des examens pour tous et toutes les candidat-es au DNB, Bac pro, BAC général et technologie ainsi que pour les BTS.

- la démission du ministre Blanquer, ministre de l'inégalité nationale

Course aux vaccins :

Refusons de payer la note, une 3ème fois !



États-Unis, Allemagne, Royaume-Uni, Suède, Russie, Cuba, Chine... Mais où est donc passée la French Start Up nation ? Et Sanofi ? Son patron choyé par Macron. Même que le jour de son intronisation, Macron a fendu la foule pour aller lui serrer la pince. Un.e prof ferait ça avec un élève, on criait au choucho. On n'est pas loin du compte comme le sont tou-ttes les patron-nes du CAC40. Surtout le Dolder, club très discret de la Big Pharma que

Macron a reçu en juillet 2018 en grande pompe en déroulant le tapis rouge à l'Elysée et elles ont tou-ttes mangé dans la vaisselle à dorures à nos frais. Normal pour le monarque présidentiel. On n'aurait pu s'attendre quand même que Macron envoie une soufflante dans les bronches du milliardaire de Sanofi... suite à l'affaire de la Dépakine, de la pollution du site de Mourenx et la suppression de milliers postes dans la recherche. Que nenni ! Dès le lendemain, le journal Les Echos titrait avec une haute pensée du patron de Sanofi : "Les mesures du gouvernement sont très encourageantes". Non, le gouvernement s'interdit de toucher à une entreprise dopée au BlackRock.

Que penser d'Agnès Pannier-Runacher qui déclare faire confiance à Sanofi, puis plus tard, salue l'exploit de Sanofi ? Mais qui sont naïf.ve.s ? Celles et ceux qui croient en un monde meilleur ou ces gouvernant-es qui font confiance à ces requins de la finance ? Les recherches sur les vaccins du Covid-19 ne se font qu'à l'aune de l'argent. Que la recherche réponde à un impératif sanitaire, c'est certain, mais derrière, les sous, les sous, les sous... La politique du capital-risque, c'est on mise sur 10 et un seul gagne. Et pour lui, les actions s'envolent avant même qu'un flacon soit sorti des lignes de production.

Quand le président a parlé d'un vaccin qui devait être un bien universel, on ne pouvait être que d'accord. Mais que veut dire universel ? Cela doit répondre à une règle simple : par ceux qui ont les moyens, à partager entre tous selon les besoins. C'est sur ce

principe qu'ont émergé les Jours Heureux qui ont donné naissance à la Sécurité Sociale. Où Macron, va-t-il chercher les éléments de langage de ces discours ? Car lui aussi avait repris l'expression des "jours heureux" dans son discours du 13 mars 2020. On nage dans la novlangue de George Orwell : la guerre c'est la paix... Les jours heureux, c'est 100 000 morts... un vaccin universel, ça s'achète !

Lorsqu'on réclame de faire sauter les brevets sur les vaccins car à pandémie mondiale, mesures exceptionnelles, d'aucuns répondent qu'il faut bien que les labos remboursent leurs investissements et se paient. Ah bon ? Les sous viennent en grande partie de fonds publics car le privé sait s'allier au public quand il s'agit de prendre les sous. Mais après le mariage d'argent, vient le divorce de raison pour les firmes pharmaceutiques comme pour toutes les autres. De plus, outre les financements directs aux labos, qui a permis aux chercheur.euses de se former ? D'où viennent-elles ?

Mais en France, c'est pire, on paie deux fois le vaccin. Des optimisations fiscales qui permettent à Sanofi de payer moins d'impôts, le CICE, le CIR alors qu'il licencie à tour de bras dans le secteur de la recherche. Il s'est fait une fortune en vendant la Dépakine qui a provoqué des milliers de naissance d'enfants lourdement handicapé.es que la société prend en charge sans qu'il ait rien à déboursier, il pollue la région du bassin du Lacq dans les Pyrénées-Atlantiques et c'est le système de santé public qui prend en charge les victimes. Et même pas fichu de sortir un vaccin de ses labos. Et ces vaccins qui coûtent des prix tenus secrets sous prétexte de concurrence libre et non-fauscée sont payés par qui ? Par nous qui payons deux fois : par nos impôts les aides de l'Etat pour une entreprise criminelle incapable de nous sortir un vaccin et nos cotisations pour nous faire rembourser la vaccination et les soins.

Sortir de la crise est une urgence sanitaire qui ne peut se faire qu'avec la levée des brevets. Tant que ce n'est pas fait, on perd du temps. Ces vaccins appartiennent à nous tou.tes qui avons contribué selon nos moyens et nous voulons les partager avec tou.tes selon les besoins. Et toutes et tous, c'est le monde entier. Pas de concurrence entre pays riches et pays pauvres. Il est intolérable que des firmes pharmaceutiques, ces vautours volent au dessus d'un monde malade. Ce vaccin doit avoir une vocation humanitaire inconditionnelle, le partage de la connaissance étant un des plus beaux trésors de l'humanité.

La crise sanitaire se prolonge en urgence sociale et humanitaire. Des solutions doivent être mises en place tout de suite sans plan d'austérité sinon ce sera pour nous le 3ème passage à la caisse. Ce serait insupportable au sens propre comme au sens figuré.

LA LUTTE ANTICAPITALISTE EST LE SEUL VACCIN POUR DES JOURS VRAIMENT HEUREUX

RESTONS ÉVEILLÉ-ES ! ET RÉCLAMONS LE PARTAGE DES BREVETS !

Sud Education 49 revendique la vaccination immédiate des professeur.es volontaires



Pour nous contacter

par mail contact@sudeducation49.org

par téléphone 02-41-43-19-07 (le jeudi)

Pour (ré)adhérer, c'est par là : <https://sudeducation49.org/spip.php?article8>